



UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

CEDI - P. I. B.
DATA 27, 08, 86
COD. I4D 00199

LE DEVELOPPEMENT CONTRE LES INDIENS

Gilio Brunelli

Université de Montréal

Communication présentée au congrès "Sud/Sud - Rapports
entre l'Afrique, l'Amérique Latine et les Caraïbes",
Réunion conjointe de l'ACELAC et l'ACEA, 15-17 mai 1985,
McGill University, Montréal (Canada)

Rondônia, la région dont il sera ici question, se trouve dans le Nord-Ouest du Brésil et est délimitée au Sud et à l'Ouest par la Bolivie: une région de frontière donc, délimitée au Nord par l'état brésilien de Amazonas et à l'Est par l'état brésilien de Mato Grosso. Cela correspond, sauf une portion à l'Est, au territoire compris entre les rivières Guaporé et Ji-Paraná et la partie de la rivière Madeira qui coule entre leurs embouchures.

En 1943 cette région devint une entité autonome de la fédération brésilienne avec le nom de "Território do Guaporé"; ses dimensions définitives, qui en font un état grand à peu près comme le Royaume Uni, furent fixées l'année suivante (1944). Son nom actuel lui fut attribué en 1956. En 1981 la tutèle fédérale fut retirée et Rondônia accéda au rang d'état.

La présence amérindienne y est très ancienne, attestée par des études de linguistique devenues classiques selon lesquelles la vallée du Guaporé est un des foyers de la famille Tupi (Rodrigues 1964), et par des recherches archéologiques très récentes qui ont découvert d'importantes nécropoles, contenant des centaines d'urnes funéraires anthropomorphes, tout le long du Guaporé (Miller 1984).

Les occidentaux, quant à eux, ont envoyé des aventuriers - les "bandeirantes" - à partir du XVII^e siècle et ont bâti le premier village à l'intérieur des limites de l'actuel état de Rondônia déjà en 1723.

On ne fera pas ici l'histoire de cette région (Cf. Maldini 1984); qu'il nous suffise de dire que Rondônia, à cause de la non-définition des limites proposées par le traité de Tordesillas, a longtemps été une région de litige

entre l'Espagne et le Portugal d'abord, et la Bolivie et le Brésil ensuite, et que, à l'instar de l'Amazonie en général, elle a toujours été assujetties à une économie extractive et prédatrice; les produits recherchés ici, trouvés et amenés ailleurs étaient surtout l'or, au XVIII siècle, et le caoutchouc à la fin du XIX et au XX siècles.

On reprend donc Rondônia au début des années 1950. Apparemment peu de choses avaient changé depuis le début du XX siècle. Mis à part l'établissement d'une ligne télégraphique qui reliait l'ancien Porto Santo Antônio à Cuiabá et au reste du pays (en 1909), et la construction du chemin de fer Madeira-Mamoré, terminé en 1912, la grande innovation avait été la création du "Território do Guaporé" comme une entité autonome de la fédération.

Les deux booms du caoutchouc avaient amené des gens de l'extérieur, mais en 1950 Rondônia ne comptait encore que 36,935 habitants non-indiens, soit une densité de 0.15 le km carré. De ces 36,935, 12,618, soit un tiers, habitaient Porto Velho ou Guajará-Mirim, ce qui abaisse davantage la densité par km carré des habitants non-indiens (0.10 km²) (IBGE 1982a).

Du point de vue amérindien, par contre, beaucoup de choses s'étaient passées et les groupes de Rondônia avaient déjà eu occasion d'expérimenter des massacres, des épidémies et la perte de larges portions de leurs territoires (CIMI-Regional Rondônia 1983). Les groupes amérindiens rencontrés par Rondon dans cette région au début du XX siècle (Anuzé, Ariquême, Canoê, Caripuna, Ipotêuate, Jaru, Mamaindé, Massacà, Navaité, Nhambiquara, Parintintin, Parnauate, Quê-

piquiriate, Quiapure, Rama-Rama, Salamai, Tacuatepe, Tagnani, Tautè, Uaimaré, Urupa) étaient soit disparus, soit réduits à une caricature de ce qu'ils avaient été. D'autres groupes, rencontrés par d'autres explorateurs et chercheurs dans les années 1920, 1930 et 1940, avaient subi le même sort (Caspar 1956 et 1957; Lévi-Strauss 1948a,b,c, et 1955; Métraux 1948, Nimuendaju 1924,1925 et 1948).

On ne fera pas l'analyse de la première moitié du XX siècle, le seul point à retenir étant que l'intégration économique, politique et sociale de cette région à la société brésilienne moderne a exigé un coût très élevé des populations autochtones qui l'habitaient depuis des siècles.

A 1950 remonte aussi la première estimation officielle de la population amérindienne de Rondônia. A cette date, José Bezerra Duarte, inspecteur régional du Conseil Nacional de Statistique, considérait que les Amérindiens de Rondônia étaient 25,000 à 30,000 (CIMI-Regional Rondônia 1983). En réalité ils étaient beaucoup plus nombreux que cela, mais nous manquons de paramètres pour avancer d'autres chiffres. En effet, toute une série de groupes, plusieurs comptant des milliers de membres, ont été contactés pour la première fois dans les années 1960 et 1970 et leurs populations n'étaient donc pas recensées dans l'estimation de José Bezerra Duarte. Avec ces réserves on peut retenir le chiffre proposé par Duarte car il nous permet de savoir qu'en 1950 les Amérindiens de Rondônia étaient au moins 25,000.

En 1951 on trouva des diamants en Rondônia et en 1952 on commença à exploiter les gisements de cassitérite. Vers la fin des années 1950 on expérimenta un

procédé qui permettait l'exploitation industrielle de la cassitérite et des grands contingents de non-indiens arrivèrent alors en Rondônia. La production de la cassitérite était tellement rentable qu'on décida de sortir des tiroirs un vieux projet de 1943 qui prévoyait de relier la capital de Rondônia, Porto Velho, au reste du pays par une route qui traverserait Rondônia dans toute sa longueur. En 1960 donc les travaux commencèrent et en Septembre de cette même année le président Juscelino Kubitschek se rendit à Vilhena, alors petit hameau dans le Sud de Rondônia, pour abattre personnellement le dernier arbre qui restait sur une piste de 1500 km.

Peu de temps après commencèrent des expériences de colonisation. En 1963 le groupe "Vitorelli" ouvrit le premier projet de colonisation dans la vallée de la rivière Ji-Paraná, à 4 km environ de Vila de Rondônia (l'actuelle Ji-Paraná) et y plaça un premier groupe de colons composé de 30 familles de paysans venus de Londrina (Paraná). Quelques années plus tard, en 1966, une autre compagnie de colonisation, la "Itaporanga", des frères Melhorança, commença ses activités dans la région de l'actuelle municipalité de Espigão do Oeste, sur le territoire traditionnel des Surui, Zoró et Cinta Larga. Cette compagnie, opérant sans aucune autorisation officielle, ni aucun titre légal de propriété, s'accaparera peu à peu de plus d'un million d'hectares de terre amérindienne.

Les années 1950 et 1960 furent des années marquées par des luttes cruelles entre les Amérindiens, qui se défendaient, et la population non-indienne qui affluait en Rondônia à la recherche de minerais et de terre. Les Amérindiens

attaquaient pour défendre leurs vies et garder leurs territoires, les non-indiens ripostaient pour affirmer le droit de la force et des marchés occidentaux. Les Surui, dont le territoire traditionnel était violé par la nouvelle route, défendirent leur droit avec courage et bravoure, mais furent obligés de se retirer plus au Nord. Des groupes entiers disparurent et leur souvenir ne se retrouve que dans les noms de certaines villes (Ariquemes, Jaru) qui surgissent maintenant là où jadis s'érigeaient leurs "malocas". En 1963 un village Cinta Larga fut bombardé par avion et les survivants achevés à la mitrailleuse (Bodard 1969; Davis 1977).

Ainsi la domination blanche fut imposée aux Amérindiens et cela avec tous les moyens disponibles: depuis le bombardement aérien à l'appriivoisement par des cadeaux. On leur fit clairement comprendre que Rondônia venait de recevoir des nouveaux maîtres face auxquels les anciens n'avaient aucun droit. Le bilan dressé en 1969 par Lucien Bodard est impressionnant: 21 peuples éteints et nombre d'autres décimés (Bodard 1969: 296-299). Quoique ce bilan ne soit pas parfaitement exact dans tous les détails, il reste néanmoins que le tableau général demeure vrai: "C'est dans Rondônia que se commettent les pires horreurs" (Bodard 1969: 279).

L'occupation massive, cependant, n'avait pas encore été déclenchée. En 1970 Rondônia comptait 111,064 habitants non-indiens, c'est à dire, une densité de 0.46 par km carré. Considérant que 52,536 d'entre eux habitaient les villes de Porto Velho (41,635) ou de Guajará-Mirim (10,901), la densité dans les régions

non-urbaines, i.e., là où se trouvaient les Amérindiens, n'était que de 0.24 par km carré. Autrement dit, il y avait une personne non-indienne tous les 4 km carrés (IBGE 1982a). Quant à l'appropriation de la terre, à cette date il y avait en Rondônia 7.082 établissements agricoles de différents types, couvrant une superficie de 1,631,640 hectares, soit 6.7% de la superficie totale de Rondônia (IBGE 1982b).

En 1968 une commission de l'IBRA (Institut Brésilien de Reforme Agraire, qui deviendra INCRA: Institut National de Colonisation et Reforme Agraire) visita une aire de colonisation administrée par la compagnie particulière CALAMA S.A., dans les alentours de Vila de Rondônia. Impressionnée par la qualité du sol, la facilité d'aliénation des terres publiques fédérales et lacroissante vague de migrants, la commission suggera au gouvernement fédéral d'intervenir dans la région et d'organiser lui-même la colonisation de Rondônia (Wesche 1977). Cette suggestion trouva un écho favorable auprès du nouveau général-président, Emilio Garrastazu Medici, qui non seulement approuva l'étude préliminaire préparée en 1969 pour le projet intégré de colonisation (PIC) de Ouro Preto (Rondônia), mais decida d'en faire le paradigme de la colonisation de la Transamazonienne (Moran 1981), qu'il allait déclencher en 1970 dans le cadre du premier plan d'intégration nationale (PIN).

En 1970 commença donc à opérer le PIC Ouro Preto. D'autres projets de colonisation furent ouverts aussitôt après, situés, sauf deux, le long de l'axe de pénétration constitué par la BR-364. On peut dire, sans peur de se trom-

per , que la colonisation a été le grand projet de Rondônia dans les années 1970. Et colonisation, on le sait, signifie appropriation et exploitation de la terre.

Au départ le schéma officiel était le suivant: à partir de la BR-364 une portion de territoire était choisie par l'INCRA et divisée en lots de dimensions variables: 100, 500 ou 2,000 hectares. Ces lots étaient ensuite attribués; en fonction de certains critères pré-établis, à des colons qui en faisaient la demande. Les lots de 500 et 2,000 hectares étaient attribués à des gens dont la situation économique solidement établie pouvait faire croire qu'ils auraient été capables de les mettre en valeur convenablement. Par contre, les lots de 100 hectares, le premier modèle à être implanté, étaient attribués , dans un premier temps, à tous ceux qui en faisaient la demande et, dans un deuxième temps, à ceux qui totalisaient 500 points ou plus dans un test de sélection. L'accès au lot se faisait par des pistes ouvertes perpendiculairement à un axe principal, très souvent la BR-364 elle-même. Les colons devaient résider dans les lots et l'INCRA se devait de leur fournir toute l'assistance nécessaire: les aider à construire une maison, construire et faire fonctionner de petites écoles et de postes de santé, leur ouvrir l'accès au crédit et fournir toute l'assistance technique nécessaire aux cultures et même une espèce de salaire qui garantisse leur subsistance pendant les premiers mois. Tel, sans entrer dans les détails, était le projet, le schéma pré-élaboré (Mahar 1979; They 1976).

Il est devenu presque inutile de dire que dans les faits il n'a jamais été appliqué et qu'il ne resta que sur le papeir. La pratique a été totalement

autre, marquée par des profondes erreurs de planification et de contrôle (Martine 1979; Mueller 1979; Wesche 1977 et 1982) et des cas graves de corruption (Maldi 1984; Mindlin 1984a). La propagande officielle, dans le but d'alléger la tension sociale existante dans les villes du Centre-Sud, peignait Rondônia comme un nouveau paradis, où la terre y était abondante et fertile et à la disposition de tous. Les migrants arrivèrent ainsi par centaines de milliers (Wesche 1982; Martine 1979), faisant exploser les capacités d'accueil de l'INCRA et ceux qui étaient venus en Rondônia à la recherche de terre, devaient se débrouiller pour l'avoir. Et se débrouiller signifiait occupation illégale, corruption, assassinat (Gall 1978).

Ceux qui réussirent quand même à recevoir de la terre de l'INCRA ne se trouvaient guère dans une meilleure situation. Ils reçurent un billet, sur lequel étaient tracés des symboles indiquant que, quelque part loin, un morceau de forêt les attendait. Le localiser et s'y rendre c'étaient les deux premiers problèmes. Il y en avait toutefois un autre plus compliqué: possiblement et souvent ce morceau de forêt était déjà occupé par des squatters qui, au lieu de passer par la sélection de l'INCRA et d'envisager la possibilité d'attendre de six mois à deux ans avant de se voir attribuer un lot, s'étaient tout simplement débrouillés. Les conflits issus de cette situation se multiplièrent et s'aiguisèrent à tel point que les journaux de la côte définirent Rondônia comme le Far West brésilien (Gall 1978). Tout cela dégénéra bientôt en une confusion totale dans laquelle l'INCRA perdit toute sa crédibilité et beaucoup des gens perdirent leur vie.

Bref, la colonisation, telle qu'elle s'est effectuée dans la pratique, a entraîné des coûts sociaux tellement élevés que même les quelques maigres résultats auxquels elle aboutit ne réussissent à justifier. Les causes de la faillite de la colonisation en général, et encore plus de la colonisation comme solution au problème des millions de sans-terre du Brésil, sont d'après nous les suivantes:

: l'excès de pouvoir accordé à l'INCRA par le gouvernement fédéral.

Maître absolu du territoire, l'INCRA n'était redevable pratiquement à personne;

: les erreurs de planification: le modèle de colonisation a été conçu sans tenir compte des caractéristiques physiques du territoire à coloniser. Des lignes perpendiculaires tracées sur une carte devenaient les périmètres des projets de colonisation et définissaient la division des lots, sans aucune considération pour le relief, les sources d'eau, les rivières, les courbes d'altitudes, la nature et la qualité du sol, et. etc.;

: le manque d'infrastructures comme des routes carrossables à l'année longue, un réseau de transport pour l'approvisionnement et l'écoulement des marchandises, un système de ravitaillement d'énergie: huile, gasoline, énergie électrique, un système d'entreposage et de conservation de la production. Les récoltes pourrissaient dans les maisons des colons car l'accès au marché était impossible ou trop coûteux;

: le manque de coordination entre les différentes agences travaillant sur place: l'INCRA, la FUNAI, le gouvernement du territoire, les administrations municipales, la CEPLAC, l'ASTER, la FSESP, etc. etc.;

: l'absence pendant des longues années de toute assistance médicale, scolaire et sociale. L'INCRA exigeait des colons qu'ils résident sur leurs lots en forêt, mais personne ne se souciait de leur fournir les conditions concrètes pour pouvoir y rester et survivre. Et cela dans une région où la malaria fait aujourd'hui encore des milliers de victimes chaque année. Les colons devaient être prêts à renoncer à l'école pour les enfants et au maintien de formes de vie sociale pour garder leurs lots.

Deux données très récentes illustrent la faillite de la colonisation comme solution au problème social des sans-terre du Brésil. A Jaru, en 1983, les petits producteurs avaient un solde négatif de 4,591 cruzeiros par "alqueire" (=2.42 ha) planté à riz; à Cacoal, en 1984, environ 50% des premiers occupants d'un lot avaient déménagé car, pour des raisons différentes, ils ne réussissaient plus à le garder.

En plus de ces problèmes, la colonisation a été pensée et exécutée sans aucun souci pour les Amérindiens. Le projet de colonisation de Rondônia a bourgeonné de la conception de l'Amazonie que les couches dominantes de la société brésilienne ont intérêt à entretenir. Cette conception, resumée par le général-président Medici dans la phrase qui devint le slogan de l'assaut à l'Amazonie: une terre sans hommes pour des hommes sans terre, pense les régions historiques du Brésil comme des fiefs intouchables et l'Amazonie comme une région vide, dépeuplée, vierge de toute occupation humaine. Elle est entretenue contre toute évidence - sans remonter aux aventuriers des XVI et XVII siècles et aux expédi-

tions de la période coloniale, qu'il suffise de penser aux dizaines des peuples rencontrés par Rondon dans un petit coin de l'immense Amazonie (Rondon 1953) - car le discours qui en découle est le seul qui puisse justifier l'appropriation des terres amérindiennes menée par les fronts d'expansion de la société nationale brésilienne (Ribeiro 1977; Souza 1980b; cf. aussi Todorov 1982).

Comme la construction de la BR-364 avait été décidée sans aucune consultation avec les Amérindiens, ainsi on procéda pour la colonisation. L'INCRA tout simplement décida que certains territoires se prêtaient à l'agriculture et y implanta des projets de colonisation. Des larges portions de territoires amérindiens furent officiellement prises par l'INCRA et d'autres portions furent moins officiellement mais aussi efficacement occupées par des squatters. Plus tard l'INCRA arriva officiellement et les terres occupées furent intégrées aux projets de colonisation et perdues à tout jamais par les Amérindiens. Tout cela avec la connivence de la FUNAI qui, sauf l'un ou l'autre de ses fonctionnaires, adhérait au projet de colonisation et dans son intervention se limitait à contrôler les Amérindiens.

Il est important de bien saisir ce mécanisme car, en 1970, aucun territoire amérindien de Rondônia n'était reconnu et donc titré comme tel par le gouvernement brésilien. La délimitation des quelques territoires que certains peuples avaient réussi à garder ne commencera qu'en 1977 et sera faite en fonction de la terre occupée par les colons, dans les projets officiels et non, plutôt qu'en fonction des droits aborigènes des autochtones. Autrement dit, l'INCRA vint en Rondônia, prit la

terre qu'il voulut, dit aux colons d'en prendre davantage et seulement après que cela eut été fait decida, en accord avec la FUNAI, de reconnaître les terres qui restaient encore aux Amérindiens. Ceci faisant l'INCRA, la FUNAI et le gouvernement donnaient leur aval à l'occupation illégale des terres amérindiennes et la pratique ainsi instaurée se poursuivit même après la délimitation de certaines réserves. Les nouveaux colons savaient, par l'expérience de leurs prédécesseurs, que l'occupation physique était plus importante que n'importe quel document et se taillaient des lots en terre amérindienne confiant de recevoir dans un futur prévisible un document qui viendrait légaliser leur occupation. En plus de cet aval implicite, nous même avons recueilli des témoignages très précis à Pimenta Bueno, à Cacoal et à Ji-Paraná par lesquels nous savons que des fonctionnaires de l'INCRA ont conseillé à des colons d'envahir les terres amérindiennes même après que ces dernières avaient été délimitées.

Il est difficile d'évaluer l'ampleur de la dépossession des terres amérindiennes car d'une part il nous manque des études ethnohistoriques sur les peuples de Rondônia et, d'autre part, les données que nous avons ne dévoilent qu'une partie de la réalité. Par exemple, nous avons les dimensions approximatives des aires indigènes (=AI) Igarapé Lourdes et Sete de Setembro, mais les chiffres ne nous disent pas que ces deux réserves sont présentement envahies.

A titre purement indicatif donc, on peut dire le suivant: environ deux millions d'hectares ont été titrés comme terre amérindienne (World Bank 1981); 2.5 millions attendent de l'être (Mindlin 1984b), environ 9 millions d'hectares sont

occupés par des établissements agricoles (MINTER-Governo de Rondônia 1980), Rondônia se compose de 24,304,000 hectares et il n'y a pas si longtemps les Amérindiens en étaient les maîtres absolus. Aucune indemnisation ou autre forme de compensation n'a jamais été donnée aux Amérindiens pour les territoires qui leur ont été pris.

La terre, toutefois, n'a pas été le seul prix que les Amérindiens durent payer à la société nationale. Il y eut un prix très élevé en vies humaines. Encore une fois les études ethnohistoriques nous manquent et nous ne commençons que maintenant à connaître en profondeur quelques-uns des groupes survivants (Mindlin 1984a; Moore 1984). En Octobre 1984 j'ai rencontré à Ariquemes un vieux monsieur qui était arrivé en Rondônia en 1909, en tant que membre de l'expédition Rondon. Il m'a parlé des villages et des tribus qu'ils avaient rencontrés et quoiqu'incapable de fournir des chiffres, il était sûr que les Amérindiens étaient très, très nombreux. Je lui ai demandé alors où se trouvent maintenant tous ces Amérindiens et il m'a répondu qu'ils sont tous morts, il n'en reste plus aucun. "Não aguentavam" (ils ne résistaient pas) - disait-il. A titre purement indicatif, encore une fois, on sait qu'en 1950 les Amérindiens de Rondônia étaient au moins 25,000-30,000 et qu'aujourd'hui ils sont environ 3,000, plus les intégrants de quelques groupes encore non-contactés, c'est à dire, au plus quelques centaines de personnes.

Cette réduction drammatique est le produit de la situation de belligérance qui s'est prolongée pendant toute la décennie de 1970, faisant des morts d'un

côté et d'autre, mais avec un solde négatif du côté des Amérindiens (Maldi 1984). Par exemple, en 1976 un village entier, supposément uru-eu wau-wau, fut exterminé en représaille contre un attaque indien précédent (CIMI-Regional Rondônia 1983). La délimitation de réserves n'a nullement amélioré la situation car les invasions continuent et, face à l'inertie des organismes publics, la défense du territoire doit être assumée par les Amérindiens eux-mêmes (Souza 1980a).

Cette chute démographique dramatique est aussi le produit des maladies transmises par les non-indiens. Chiappino, un médecin qui se prêta à aider les Surui atteints par des affections aux voies respiratoires, relate qu'en Juillet 1971, quand il arriva chez eux, il y avait une mort par semaine et qu'en Décembre, quand il fut obligé par la FUNAI à quitter la région, les morts étaient de deux par semaine (Chiappino 1975). Une épidémie de rougeole sévit à la fin de 1980 et début de 1981 dans le Sud de Rondônia, atteignant pratiquement tous les groupes qu'y habitent et après qu'un nombre imprécisé d'Amérindiens étaient morts, la FUNAI alla en chercher quelques dizaines et les conduit à Cacoal. Face au refus d'un des 4 hôpitaux de les accueillir et soigner, on les abandonna à la charité de l'Eglise catholique et on vint les rechercher quand ils furent guéris (CIMI-Regional Rondônia 1983). On pourrait multiplier les exemples sans cesse. La littérature en est pleine et nous même avons connu et vécu des cas pareils.

Cela dans l'épopée des années 1970. Aujourd'hui la situation n'est point meilleure. En 1981 un ambitieux projet de développement a été mis en branle

dans la région Nord-Ouest du Brésil, c'est à dire, Rondônia et l'Ouest du Mato Grosso. (World Bank 1981). Financé en partie par la Banque Mondiale, ce projet d'environ 1.3 milliard de dollars américains, met l'accent sur la planification conjointe et la coopération effective entre les différentes agences de développement présentes en Rondônia. Du montant total alloué au projet, environ 2.1% sont destinés à garantir la survie physique et culturelle des Amérindiens et à en améliorer la situation.

Le projet, connu comme POLONOROESTE, devait régler la situation juridique de tous les territoires que les Amérindiens réussissent encore à garder. Il devait aussi fournir à la FUNAI des moyens pour s'organiser et s'équiper et, finalement, il devait stimuler et orienter les groupes amérindiens afin qu'ils deviennent autonomes économiquement (IBASE 1984).

Les aberrations et les erreurs commises pendant toute la période d'occupation blanche de Rondônia se trouvent condensées dans cette dernière tâche que le POLONOROESTE s'était donné par rapport aux Amérindiens. En effet, les Amérindiens se sont pris en charge pendant des millénaires sans qu'aucun POLONOROESTE ne leur dise comment faire et ils sont encore capables de le faire pourvu qu'on leur laisse de la terre et la liberté d'en disposer comme ils savent. Dans la pratique de 4 ans déjà de POLONOROESTE, cette étrange proposition a signifié l'introduction dans les villages amérindiens de cultigènes non-traditionnelles et de techniques de travail occidentales, visant, en dernière instance, la production de surplus qui permettent de garantir l'entretien non seulement des Amérindiens,

mais aussi du personnel et de l'équipement de la FUNAI présents dans les villages. Chacun peut imaginer les effets destructurants de ces pratiques nouvelles introduites, du jour au lendemain, dans des sociétés traditionnelles.

Quant au renforcement de la structure de la FUNAI, le deuxième volet relatif aux Amérindiens du projet POLONOROESTE, c'est bien ce qui a été fait. En effet des 26.6 millions de dollars américains qui constituent le budget de la VIII "Delegacia Regional" de la FUNAI - en charge de la région du POLONOROESTE - pour la période 1981-1985, 70 à 80% ont été dépensés en salaires aux fonctionnaires et en équipement, immeubles et véhicules, sans que la qualité du travail auprès des Amérindiens ne se soit pour autant amélioré.

Finalement, la définition de la terre amérindienne, le seul volet vraiment important pour les Amérindiens, il a été exécuté en partie minimale. Seulement le territoire des Nambikwara et l'Aire Indigène Rio Branco ont été délimités, alors qu'une dizaine de groupes, au moins, attendent encore. Par ailleurs, on sait que pour délimiter les 4,000 km de périmètre recouvrant une aire totale approximative de 2.5 millions d'hectares ne sont nécessaires que 3.2 millions de dollars américains, soit 12% du budget alloué à la FUNAI (Cultural Survival 1981; Greenbaum 1984; Mindlin 1984b). Pourquoi ne le fait-elle pas?

Face à tout cela il y a un élément nouveau très intéressant, qui pourra jouer un rôle important dans la problématique amérindienne de la région, à savoir, le niveau de conscience et d'organisation des Amérindiens eux-mêmes. Des groupes contactés depuis 20-30 ans déjà ont bien appris comment fonctionne la

société occidentale et se servent de ces connaissances dans leurs luttes. Ainsi en Juillet 1984, les Gavião de l'AI Igarapé Lourdes, fatigués d'attendre que la FUNAI fasse sortir les squatters qui ont envahi la partie sud de leur réserve, en ont pris douze en otage et les ont gardé au village gavião pendant plusieurs jours. Ils ont fait la même chose, quelques jours plus tard, avec deux agents du CIMI (Conselho Indigenista Missionário). Tout cela a provoqué une discussion énorme en Rondônia et dans le reste du Brésil et une opinion favorable aux Gavião et à leur cause s'est ainsi créée.

En Août 1984 un autre groupe, les Surui, ont envoyé des délégations auprès des Gavião, Arara, Zoró et Cinta Larga pour proposer une alliance de défense territoriale. Aussi, trois chefs Surui ont pris l'avion et sont allés à Brasilia et à São Paulo demander des appuis auprès de la UNI (União das Nações Indígenas) de la CPI (Comissão Pro-Índio) et des secteurs de l'opinion publique sensibles à leur cause. Ils n'ont pas pour autant cessé d'être énergiques et décidés dans la défense physique de leur territoire et en Octobre 1984 un groupe de 30 hommes Surui armés sont allés expulser quelques centaines de squatters qui avaient envahi la réserve du côté Ouest et Nord.

Le tableau général reste encore noir. En Octobre 1984, alors que les gouvernements de Rondônia et Mato Grosso se rencontraient à Vila Bela pour programmer, avec l'argent du POLONOROESTE, la mise en valeur de la vallée du Guaporé, dernier sanctuaire des quelques groupes amérindiens encore autonomes, toutes les réserves et les territoires amérindiens le long de l'axe de la BR-364 étaient envahis. Au même temps, la principale chaîne de télévision du Brésil, Rede Globo, projetait dans le reste du pays l'image de Rondônia comme la terre du futur

et une nouvelle vague de migrants était attendue suite à l'ouverture officielle (le 13 septembre 1984) de la nouvelle BR-364, dont l'asphalte repose sur les toits des maisons nambikwara.

La FUNAI, dont le personnel est généralement incapable de travailler avec les Amérindiens et où les cas de corruption se succèdent sans cesse, ne pourra faire que ce qu'elle a toujours fait, c'est à dire, essayer de contrôler les Amérindiens. Ces derniers, par contre, ont appris la leçon et entrent dans une phase d'organisation de la résistance et de lutte qui pourrait réellement amener à des victoires significatives et durables.

BIBLIOGRAPHIE

- BODARD, Lucien, 1969, Le massacre des Indiens, Paris, Gallimard
- CASPAR, Franz, 1956, Tupari, London, G. Bell & Sons
- _____, 1957, A aculturação da tribo Tupari, in Revista de Antropologia, 5(2): 145-171
- CHIAPPINO, Jean, 1975, The Brazilian Indigenous Problems and Policy: The Aripua-na Park, Copenhagen/Geneva, Amazind/IWGIA Document
- CIMI-Regional Rondônia, 1983, Relatório para a Assembléia Nacional, Ms.
- CULTURAL SURVIVAL, 1981, In the Path of Polonoroeste: Endangered Peoples of Western Brazil, Occasional Paper No 6, Cambridge, Mass., Cultural Survival Inc.
- DAVIS, Shelton H., 1977, Victims of the Miracle, development and the Indians of Brazil, London, Cambridge University Press
- GALL, Norman, 1978, Letter from Rondônia, in AUFS Reports, Nos 9-13, Hannover, N.H., American Universities Field Staff
- GREENBAUM, Linda, 1984, The Failure to Protect Tribal Peoples, in Cultural Survival Quarterly, 8(4): 76-77
- Instituto Brasileiro de Análise Social e Econômica (IBASE), 1984, Dossiê Amazônia, Ms.
- Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), 1982a, Anuário Estatístico do Brasil - 1982, Rio de Janeiro, IBGE
- _____, 1982b, Sinopse Preliminar do Censo Agropecuário, vol. 2 tomo 1, No. 2: Rondônia, Roraima, Amapá, Rio de Janeiro, IBGE
- LEVI-STRAUSS, Claude, 1948a, The Nambicuara, in Steward, Julian, ed., Handbook of South American Indians, Washington D.C., United States Government Printing Office, vol 3 : 361-369
- _____, 1948b, Tribes of the Right Bank of the Guaporé River, in Steward, Julian, ed., Handbook of South American Indians, Washington D.C., United States Government Printing Office, vol.3 : 371-379

- LEVI-STRAUSS, Claude, 1948c, The Tupi-Cawahib, in Steward, Julian, ed., Handbook of South American Indians, Washington D.C., United States Government Printing Office, vol 3 : 299-305
- _____, 1955, Tristes Tropiques, Paris, Librairie Plon
- MAHAR, Dennis J., 1979, Frontier Development Policy: A Study of Amazonia, New York, Praeger Publishers
- MALDI, Meirelles Denise, 1984, Populações Indígenas e a Ocupação Histórica de Rondônia, Ms.
- MARTINE, George, 1979, Colonization in Rondônia, Continuities and Perspectives, Paper presented at the Informal Technical Workshop on Migration Policies, Geneva, December 1979
- METRAUX, Alfred, 1948, Tribes of Eastern Bolivia and Madeira Headwaters, in Steward, Julian, ed., Handbook of South American Indians, Washington D.C., United States Government Printing Office, vol 3 : 381-454
- MILLER, Eurico Th., 1984, História da cultura indígena do Alto e Médio Guaporé, Mémoire de Maîtrise présenté à la Pontificia Universidade Católica do Rio Grande do Sul, Porto Alegre, non publié
- MINDLIN, Lafer Elisabeth, 1984a, Os Surui da Rondônia, Thèse de Doctorat présentée à la Pontificia Universidade Católica de São Paulo, São Paulo, non publiée
- _____, 1984b, Avaliação do Programa Polonoreste, in Povos Indígenas no Brasil/83, São Paulo, CEDI
- MINTER-GOVERNO DE RONDONIA, 1980, Sistema Agrícola de Rondônia para o Pequeno Produtor, Porto Velho, Secretaria de Agricultura
- MOORE, Dennis A., 1984, Syntax of the Language of the Gavião Indians of Rondônia, Brazil, Thèse de Doctorat présentée à la City University of New York, New York, non publiée
- MORAN, Emilio F., 1981, Developing the Amazon, Bloomington, Indiana University Press
- MUELLER, Charles C., 1979, Recent Frontier Expansion in Brazil: The Case of Rondônia, in Barbira-Scazzocchio, Françoise, ed., Land, People, and Planning in Contemporary Amazonia, Cambridge, Centre of Latin American Studies Occasional Publication No 3, 141-153

- NIMUENDAJU, Curt; 1924, Os Índios Parintintin do Rio Madeira, in Journal de la Société des Américanistes de Paris, N.S., vol 16 : 201-278
- _____, 1925, As Tribos do Alto Madeira, in Journal de la Société des Américanistes de Paris, N.S., vol 17 : 137-172
- _____, 1948, The Cawahib, Parintintin, and Their Neighbors, in Steward, Julian, ed., Handbook of South American Indians, Washington D.C., United States Government Printing Office, vol 3: 283-297
- RIBEIRO, Darcy, 1977, Os Índios e a Civilização, a integração das populações indígenas no Brasil moderno, Petrópolis, Editora Vozes
- RODRIGUES, Ayron Dall'igna, 1964, A classificação do Tronco linguístico Tupi, in Revista de Antropologia, 12 (1-2) : 99-104
- RONDON, Cândido Mariano da Silva, 1953, Índios do Brasil, Rio de Janeiro, Ministério da Agricultura, Conselho Nacional de Proteção aos Índios
- SOUZA, José Martins de, 1980a, Fighting for the Land: Indians and Posseiros in Legal Amazonia, in Barbira-Scazzocchio, Françoise, ed., Land, People, and Planning in Contemporary Amazonia, Cambridge, Centre of Latin American Studies Occasional Publication No 3, 95-105
- _____, 1980b, Expropriação e Violência: A questão política no campo, São Paulo, HUCITEC
- THERY, Hervé, 1976, Rondônia: Mutation d'un territoire fédéral en Amazonie brésilienne, Thèse de Doctorat présentée à l' université Paris I, Paris, non publiée
- TODOROV, Tzvetan, 1982, La conquête de l'Amérique, la question de l'Autre, Paris aux Editions du Seuil
- WESCHE, Rolf, 1977, Modern Agricultural Settlement in Rondônia, Brazil, Université d'Ottawa, Research Note No 17
- _____, 1982, Transportation, Spatial Organization, and Colonization Success in the Brazilian Amazon, paper presented at the 31st Annual Latin American Conference on "Frontier Expansion in Amazonia, University of Florida
- WORLD BANK, 1981, Brazil, Integrated Development of the Northwest Frontier, Washington D.C., The World Bank